

Bulletin UNE SEULE SANTÉ CÔTE D'IVOIRE

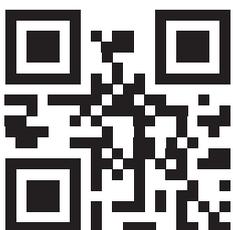


République de Côte d'Ivoire
Union - Discipline - Travail

Bulletin trimestriel | N°00003

Mars - Juin 2024

Évaluation externe conjointe réussie pour
la Côte d'Ivoire : Cap sur le PANSS 24 - 27



Tel: + 225 01 41 99 82 82

Email: uneseulesanteci@gmail.com

PRIMATURE, Boulevard Angoulvant Abidjan - Plateau

[f](#) @plussci | [t](#) @plussciv | [y](#) @plateformeuneseulesantecot738



Édito.



Sidi Tiémoko Touré
Ministre des Ressources Animales et Halieutiques

Chers collègues et partenaires,

C'est avec un profond engagement envers la santé publique et le bien-être de nos écosystèmes que je m'adresse à vous aujourd'hui. Depuis sa création, notre engagement en faveur de la santé humaine, animale et environnementale n'a cessé de croître, renforçant ainsi notre détermination à construire un avenir plus sain et plus durable pour tous.

L'une des principales missions de notre plateforme est de promouvoir une approche collaborative dans la gestion des risques sanitaires et je suis ravi de partager avec vous les résultats encourageants de la dernière Evaluation Externe Conjointes des capacités du RSI (JEE). Ces résultats, témoignent des progrès significatifs réalisés dans le renforcement de nos capacités en matière de surveillance et de réponse aux épidémies, tout en mettant en lumière les domaines où des efforts supplémentaires sont nécessaires. Cela nous offre donc une base solide pour orienter nos actions futures.

Dans cette même dynamique, nous sommes pleinement engagés dans la préparation du Plan d'Action National en Santé et Sécurité Sanitaire (PANSS) pour la période 2024-2027. Ce plan ambitieux constituera notre feuille de route pour renforcer la surveillance, la prévention et la riposte aux maladies transmissibles entre les espèces, assurant ainsi la santé et le bien-être de nos populations et de nos écosystèmes.

Je tiens également à souligner l'importance de la récente célébration de la journée « Une Seule Santé en 2023 ». Cet événement a été l'occasion de sensibiliser le public à l'interconnexion entre la santé humaine, animale et environnementale et de mobiliser les acteurs de tous horizons pour promouvoir une approche intégrée de la santé.

Enfin, je souhaite revenir sur la découverte de poissons morts au bord de la lagune. Cette situation dont les causes sont multifactorielles, souligne l'urgence d'une action concertée pour protéger nos ressources halieutiques et garantir la sécurité alimentaire de nos populations. Nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités compétentes pour mettre en œuvre des mesures correctives appropriées et durables.

Je tiens à exprimer ma gratitude à tous les membres de la Plateforme Une Seule Santé pour leur engagement et leur dévouement envers notre noble cause. Ensemble, nous sommes plus forts, et ensemble, nous pouvons réaliser notre vision d'un monde où la santé humaine, animale et environnementale prospère en harmonie.

Sommaire

- Edito _____ P. 3
- Évaluation externe conjointe réussie pour la Côte d'Ivoire : Cap sur le PANSS 24 - 27 _____ P. 5
- 6e édition de la Journée «Une seule santé» : les acteurs appelés à passer à l'action _____ P. 7
- Ateliers d'élaboration du plan de plaidoyer pour la lutte contre la rage en Côte d'Ivoire _____ P. 9
- Lancement du Groupe de Travail Technique Surveillance et Notifications _____ P. 10
- Immersion des membres de la Plateforme Une Seule Santé CIV au Burkina Faso _____ P. 12
- Innovation et collaboration : L'OMSA prend les rênes du Secrétariat quadripartite pour
«Une seule santé» _____ P. 14
- 8 mars _____ P. 18
- Évènement à venir _____ P. 21

Évaluation externe conjointe réussie pour la Côte d'Ivoire : Cap sur le PANSS 24 - 27



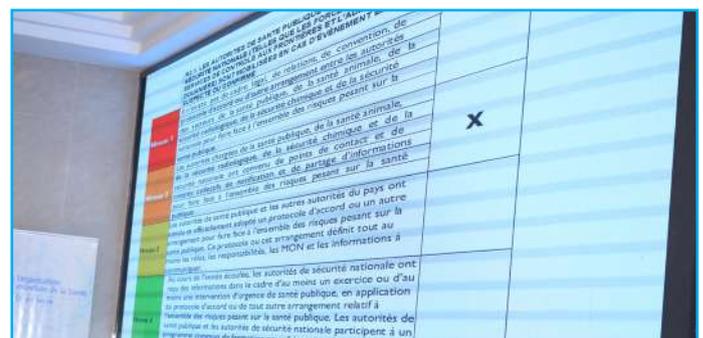
La Côte d'Ivoire a brillamment réussi son exercice d'évaluation externe conjointe (Joint External Evaluation - JEE) du règlement sanitaire international (RSI) 2005 réalisé du 4 au 8 décembre 2023. Le panel d'évaluateurs externes qui a conduit l'exercice, en collaboration avec l'équipe de la partie nationale, composée de 91 experts issus de divers ministères, institutions et services impliqués dans la mise en œuvre du RSI (2005), ainsi que des partenaires techniques et financiers, est arrivé à une conclusion qui donne de l'espoir. « L'évaluation externe conjointe du RSI a mis en évidence les progrès considérables accomplis par la République de Côte d'Ivoire, en matière de sécurité sanitaire et de réaction aux situations d'urgence de santé publique, au cours des dernières années », relève le rapport final qui a sanctionné cette mission.

Le rapport des experts a évoqué plusieurs points forts, parmi lesquels la volonté politique démontrée par la Côte d'Ivoire dans la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire favorable à la mise en œuvre du RSI. « Le pays a ainsi fait preuve d'un engagement politique fort face à diverses urgences, notamment pendant la pandémie de COVID-19. Il a mis en place un leadership solide en établissant des structures de gouvernance stratégique, qui ont favorisé une coordination efficace ainsi qu'une implication des acteurs internationaux clés », souligne le rapport.

Le représentant du ministère ivoirien de la Santé et secrétaire du comité multisectoriel de la PIUSS, le Professeur Ekra Daniel, Directeur Général de l'Institut national d'hygiène publique (INHP), Point focal RSI national, a exprimé sa satisfaction face à la mobilisation des acteurs nationaux et des partenaires. « C'est le lieu de renforcer les compétences nationales pour prévenir, détecter et surmonter les menaces de maladies infectieuses », a-t-il dit, avant d'indiquer que « cette seconde évaluation doit aboutir à un plan d'action national de sécurité sanitaire actualisé pour la période 2023-2027 ».

L'OMS, l'organisation qui encadre la mise en œuvre et le suivi évaluation du RSI a également exprimé sa satisfaction à travers les propos de Dr Fatim TALL, Cheffe du Bureau pays de l'OMS en Côte d'Ivoire. « L'exercice du JEE a été un succès certain au regard de la participation de l'ensemble des parties prenantes

et je voudrais féliciter les experts nationaux pour leur intérêt marqué par leur assiduité et leurs contributions pertinentes. Nous avons essayé de coordonner l'ensemble des opérations, depuis l'évaluation interne pour faire de cette dernière étape, une vraie fête de la sécurité sanitaire dans le pays et nous y sommes arrivés », dit-elle.



L'exercice du JEE a permis aux points focaux nationaux de présenter les résultats de l'autoévaluation des dix-neuf (19) domaines techniques avec leurs cinquante-six (56) indicateurs. Ces présentations ont porté sur le niveau de mise en œuvre du RSI dans le pays ainsi que sur le rôle des acteurs nationaux selon l'approche « Une seule santé ». Un aperçu global des capacités du pays a été dressé, mettant en évidence les points forts, les aspects à renforcer ainsi que les meilleures pratiques et les défis pour chaque domaine. Ce qui a permis ainsi d'attribuer des scores à chaque indicateur et de proposer des mesures prioritaires visant à relever les défis identifiés.

Les discussions ont, tour à tour, porté sur (i) l'analyse de la situation de chaque domaine technique en se fondant sur les documents de référence, les informations recueillies lors des visites de terrain et les contributions des participants ; (ii) l'adoption ou l'amendement des scores pour aboutir à une validation consensuelle et avec le plus d'objectivité possible ; et (iii) l'identification et la hiérarchisation de mesures prioritaires réalistes afin de faciliter la planification et le renforcement des capacités essentielles du RSI (2005) en vue d'améliorer la sécurité sanitaire au niveau national.

Les experts ont également souligné quelques défis majeurs qui restent à relever, pour lesquels ils ont formulé trois à cinq actions prioritaires pour chacun des dix-neuf domaines techniques. Parmi ces défis majeurs, nous pourrions en citer trois, notamment la nécessité de (i) renforcer les systèmes d'alerte précoce et dresser la cartographie des risques, à travers la mise en place d'une surveillance basée sur les événements et d'un système de surveillance électronique interopérable et interconnecté selon l'approche « Une seule santé » ; (ii) mettre en place une stratégie de développement des ressources humaines prenant en compte l'équité et l'égalité entre les genres en contexte d'urgence sanitaire ; enfin (iii) mettre en place un service spécialisé dans la gestion et la prise en charge des expositions aux produits chimiques et radiologiques.

Les partenaires présents à cette évaluation ont donné parfois une impression de goûts inachevés, parfois ils ont affiché leurs satisfactions ou encore leur optimisme quant à l'évolution positive de la situation dans les années à venir.

«Au titre des scores, nous avons ensemble noté les progrès importants réalisés par le pays depuis la dernière édition du JEE en 2016. Il faut noter que plusieurs capacités ont récolté des scores jugés faibles, du fait parfois de détails qui seront rapidement corrigés afin de permettre de refléter le véritable niveau atteint par le pays», déclare Dr Ané Ambroise, Coordonnateur des Urgences au Bureau pays de l'OMS en Côte d'Ivoire.

«Les scores, de notre point de vue, ont été surestimés par les participants du pays. Ceci pourrait s'expliquer de deux façons : soit à cause d'une mauvaise compréhension des indicateurs, soit à cause de l'adjonction de nouveaux indicateurs dans le JEE.

Nous pensons que les scores sont dans l'ensemble au niveau du pays, car dans de nombreux domaines, beaucoup reste à faire, entre autres l'absence de plan multirisque CREC, la non mise à jour du plan de contingence, la non-prise en compte de certains domaines clés, l'absence de documentation des acquis, etc...», explique, pour sa part, Dr Diarrassouba Mamadou, Responsable de la gestion des urgences en santé publique au Bureau du CDC Atlanta à Abidjan.

Le chemin jusqu'à la prochaine évaluation externe du RSI est encore long. Ils n'ont aucun doute sur leurs soutiens et leurs appuis multiples et multiformes vis-à-vis des autorités nationales. Cependant, les partenaires pensent qu'une meilleure synergie d'idée et d'action pourrait être bénéfique au pays. **«Pour les actions à venir, le CDC pense qu'il faut encourager tous les acteurs à**

travailler selon l'approche une seule santé, à savoir renforcer la plateforme une seule santé pour travailler de façon plus inclusive avec toutes parties prenantes sans à priori ; renforcer la coordination du GHSA pour une meilleure collaboration entre partenaires au développement et éviter les duplications ; renforcer les réunions de coordinations et de partage d'informations, et enfin encourager les partenaires à collaborer et travailler ensemble afin d'optimiser les ressources pour un meilleur impact».

Tout en réitérant sa disponibilité et son engagement pour fournir au pays la guidance nécessaire dans le processus visant à mettre en œuvre les recommandations issues du JEE qui vient d'être bouclée, l'OMS rappelle **«qu'une des étapes clé reste l'élaboration du PANSS, document maitre, qui devra servir de boussole pour la mise en œuvre du JEE dans le pays. Nous ne serons pas seuls en tant qu'OMS ; nous appellerons à la synergie de tous les partenaires afin que, dans une vision UNE SEULE SANTÉ, nous tracions les sillons d'un système de sécurité sanitaire robuste et résilient pour ce pays qui a démontré toute la volonté politique requise. Les initiatives existent avec la prochaine soumission au Pandemic Funds, et l'OMS jouera pleinement son rôle de premier plan».**

«La Côte d'Ivoire prendra les dispositions pour adresser les actions correctives nécessaires afin d'améliorer progressivement les scores attribués aux différents domaines prioritaires du RSI. A cet effet, le pays sait pouvoir compter sur le soutien de tous les partenaires», a affirmé La coordinatrice du secrétariat multisectorielle représentant la primature, Dr Djeneba Ouattara.

On se souvient que la dernière EEC a eu lieu en novembre 2016. Elle avait concerné les 19 domaines thématiques requis par le RSI 2005 et avait permis d'identifier les lacunes et les actions prioritaires en vue de renforcer la capacité du pays à prévenir, détecter et réagir de manière appropriée à toute urgence de santé publique. Le Plan d'Action National de Sécurité Sanitaire (PANSS 2018-2022), basé sur l'approche **«Une Seule Santé»**, a été élaboré à l'issue de ce processus. Ce plan qui est d'ailleurs venu à échéance depuis 2022, doit être révisé pour couvrir la période 2023 – 2027 en cohérence avec le Plan national de développement sanitaire (PNDS).

L'exercice de l'évaluation externe conjointe (ou Joint External Evaluation – JEE) a bénéficié du financement de l'OMS à travers les fonds canadiens CANGIVE.



one health Run 2023

6e édition de la Journée «Une seule santé» : les acteurs appelés à passer à l'action



Abidjan, La conseillère en Santé du Premier Ministre et coordinatrice de la plateforme «Une seule santé Côte d'Ivoire», Dr Djénéba Ouattara, a appelé les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'approche «Une seule santé» à passer à l'action. Elle a lancé cet appel à l'ouverture de la célébration de la 6e édition de la journée «Une seule santé», ce vendredi 03 novembre 2023 à l'Institut national de la Santé publique (INSP) à Abidjan-Adjamé en présence de près de 300 personnes.

Cette journée s'est tenue en présence des représentants de plusieurs Ministères, des représentants résidents de l'USAID qui finance à 80% la plateforme, de l'OMS, de la FAO, des présidents d'universités, des directeurs d'UFR et d'écoles de santé humaine, animale et environnementale, d'étudiants en médecine et de la société civile.

Pour la conseillère en Santé du Premier Ministre et coordinatrice de la Plateforme, le thème de cette année, «Une seule santé : Passons des paroles aux actes», souligne l'impératif d'une action concrète et coordonnée pour faire face aux défis sanitaires complexes qui menacent notre planète.

« La vision de «Une seule santé» nous rappelle que la santé humaine, animale et environnementale sont interdépendantes. Les maladies ne connaissent pas de frontières, et les risques pour la santé émergent de la convergence des facteurs humains, animaux et environnementaux. Il est donc impératif que nous collaborions étroitement, dépassions les barrières disciplinaires et agissions de manière intégrée », a déclaré la coordinatrice.

En 2022, la Banque mondiale a estimé le bénéfice attendu de l'adoption de l'approche « Une seule santé » pour la communauté mondiale à au moins 37 milliards de dollars des États-Unis (USD) par an» a affirmé Dr Ambroise Ané, au nom de l'Alliance Quadripartite (OMS ; OMSA ; FAO ; ONU

Environnement).

La conseillère en Santé du Premier Ministre a assuré de l'engagement du Gouvernement à mettre tout en œuvre pour l'implication de toutes les parties prenantes à l'approche «Une seule santé» et de l'opérationnalisation effective de la plateforme. « Ceci rentre dans la vision du Président Alassane Ouattara, qui promeut une Côte d'Ivoire solidaire », a-t-elle dit, exhortant les participants à être les ambassadeurs de cette approche dans leurs institutions respectives.

Pour rappel, dans notre pays la lutte contre la rage illustre bien l'opérationnalisation de l'approche Une seule Santé. En effet notre pays occupe aujourd'hui la première place en Afrique de l'Ouest dans la lutte contre cette maladie», a signifié Mme Fadiga conseiller technique représentant le MIRAH.

Pour Jennifer Bergeson-Lockwood, Directrice Adjointe Santé USAID La célébration de la journée "Une Seule Santé" est un cri d'alarme, plus que nécessaire, du fait du fossé qui se creuse entre la santé humaine, la santé animale, la santé de l'environnement et les écosystèmes(...) Il est urgent de passer de la parole à l'action et de développer les capacités du personnel Une Seule Santé pour prévenir, détecter et répondre efficacement à la menace des maladies infectieuses pour un système de santé résilient».

Pour clore la cérémonie officielle, Dr Djeneba Ouattara, coordinatrice de la plateforme Une seule santé a exhorté les participants à être les ambassadeurs de l'approche « Une seule santé » dans leurs institutions respectives.

Outre les allocutions, présentations et discussions, ce sont 10 stands qui ont été animés par les différentes parties prenantes y compris les clubs étudiants une seule santé.



Les gains de l'approche « Une seule santé » dans la prise en charge de l'ulcère de Buruli et des plaies chroniques en Côte d'Ivoire



Le Directeur du consortium Afrique One, Professeur Bassirou Bonfoh, en visite à un patient.

Le premier cas d'ulcère de Buruli en Côte d'Ivoire a été diagnostiqué à Yamoussoukro en 1978. Cette maladie, causée par la bactérie *Mycobacterium ulcerans*, produit une toxine appelée mycolactone, responsable de lésions et d'ulcérations cutanées sévères. Si elle n'est pas traitée rapidement, elle peut entraîner une invalidité à long terme et des conséquences psychosociales importantes. En réponse à l'augmentation des cas, un centre de traitement a été créé en 2007 à l'hôpital général de Taabo.

Recherche et initiatives multidisciplinaires

Depuis 2019, un projet de recherche multidisciplinaire, impliquant le Centre Suisse de Recherches Scientifiques, l'Institut Tropical Suisse de Santé Publique et l'Université de Heidelberg, étudie les déterminants socio-économiques et environnementaux de la maladie. Ce projet engage des leaders communautaires et des tradi-thérapeutes pour sensibiliser la population sur l'impact de l'environnement et des pratiques locales sur la propagation de l'ulcère de Buruli. Des agents de santé communautaires (ASC) sont formés pour détecter précocement les affections cutanées. L'approche intégrée combinant nutrition, antibiothérapie et soins locaux a montré des résultats prometteurs. Une étude menée sur 68 patients a révélé que la supplémentation en patate douce à chair orangée et en soja accélère la cicatrisation des plaies. Cette approche permet également de diagnostiquer d'autres pathologies chroniques sous-jacentes, réduisant ainsi l'utilisation

des antibiotiques et les coûts associés, tout en améliorant la qualité de vie des patients. Le projet a mobilisé les communautés ainsi que les secteurs de la santé publique, de l'agriculture et de la nutrition pour une compréhension commune du problème et l'identification de solutions durables.

Dialogue communautaire et implication des tradi-thérapeutes Nutrition et restrictions alimentaires

Les dialogues avec la communauté ont impliqué des guérisseurs traditionnels, des ASC et des agents de santé, médiés par des scientifiques. Dr. Koné Bognan Valentin, chercheur associé au CSRS et postdoc à Afrique One, souligne que les patients se tournent souvent d'abord vers les guérisseurs traditionnels en raison des obstacles physiques, professionnels et économiques. Coulibaly Dognimin Ismaël, également chercheur associé au CSRS, ajoute que les perceptions locales classent les plaies en deux catégories : « Kani », une plaie ordinaire, et « Kani tètè », une plaie métaphysique, dont fait partie l'ulcère de Buruli en raison de son étiologie controversée.

Les patients traités par des tradi-praticiens sont souvent soumis à des restrictions alimentaires qui entravent l'accès aux nutriments essentiels pour la cicatrisation. Des aliments exotiques comme la patate douce à chair orangée et le soja ont été introduits comme compléments nutritionnels, acceptés par les tradi-praticiens et les patients. Une étude menée de mai 2019 à janvier 2020 a montré que ces compléments nutritionnels, associés à une antibiothérapie ciblée, accélèrent la

cicatrisation des plaies.

Reconnaissance et impact au niveau national

Le pavillon de l'ulcère de Buruli de l'hôpital général de Taabo est devenu un centre de référence national pour le traitement des plaies. Selon le Professeur Bassirou Bonfoh, directeur d'Afrique One, le contrôle de l'ulcère de Buruli a été difficile en raison des interventions uniquement axées sur l'approche biomédicale. Cependant, l'approche intégrée de collaboration et d'échange de connaissances a permis d'identifier des facteurs qui améliorent l'observance du traitement, accélèrent la cicatrisation et favorisent une meilleure prise en charge des patients.

L'approche « Une seule santé » a démontré son efficacité dans la gestion de l'ulcère de Buruli et des plaies chroniques en Côte d'Ivoire. En intégrant la nutrition, les soins locaux et la collaboration interdisciplinaire, elle a non seulement amélioré la prise en charge des patients, mais aussi renforcé les capacités des communautés et des systèmes de santé locaux.



Ateliers d'élaboration du plan de plaidoyer pour la lutte contre la rage en Côte d'Ivoire



Durant les périodes du 18 au 22 mars et les 16 et 17 avril 2024, deux ateliers d'une importance capitale se sont tenus à Jacquerville et à Abidjan en Côte d'Ivoire. Le premier visait l'élaboration d'un plan de plaidoyer pour la lutte contre la rage, tandis que le second avait pour objectif sa finalisation. Ces événements ont réuni diverses structures telles que l'INHP, la DSV, la DR santé des grands ponts, l'ordre des vétérinaires privés, l'ordre des médecins de Côte d'Ivoire, ONE Health, La DCRP-MSHP-CMU, LANADA et Breakthrough ACTION. Voici un aperçu des principaux points abordés lors de ces ateliers, qui ont servi de fondement à l'élaboration du plan de plaidoyer :

- La situation de la rage en Côte d'Ivoire ;
- L'analyse situationnelle ;
- L'approche du plaidoyer ;
- La méthodologie AFP SMART.

Une cérémonie d'ouverture a été marquée par trois interventions significatives : Le Dr BENIE Williams, conseiller technique de GHSA, représentant le Directeur pays du projet Breakthrough Action, a exprimé ses félicitations aux secteurs engagés dans la lutte contre la rage. Il a souligné l'engagement de Breakthrough Action à soutenir les actions visant l'élimination de la rage d'ici 2030. Le Dr ASSANVO Lambert, au nom du Directeur des Services Vétérinaires, a souligné l'importance de la collaboration entre la DSV et l'INHP dans la lutte contre la rage.

Le Dr BOGUI Henri, Directeur Régional de la Santé des Grands-Ponts, a rappelé l'importance cruciale de l'atelier dans le contexte actuel de la lutte contre la rage en Côte d'Ivoire. Il a remercié Breakthrough Action pour son soutien avant de déclarer l'atelier ouvert.

Il est à noter que le premier atelier a bénéficié de la visite du Directeur Général de l'INHP et de son adjoint, qui ont partagé des informations sur le financement potentiel de la vaccination antirabique en Côte d'Ivoire par GAVI.

Un consensus a été dégagé pour formuler comme but du plaidoyer : « Mobiliser des ressources en vue du contrôle de la rage en Côte d'Ivoire d'ici 2026 ». Trois objectifs ont également été identifiés :

- Mettre en place une unité de coordination des activités de lutte contre la rage d'ici décembre ;
- Assurer la prise en charge de toutes les personnes exposées à la rage d'ici 2026 ;
- Vacciner 70 % de la population canine chaque année pendant deux années consécutives.

Mme Traore REGINA, facilitatrice, a exposé les prochaines étapes de la stratégie de plaidoyer, notamment la révision des activités, la finalisation des budgets, la formulation de la requête de plaidoyer, la désignation des messagers clés et la formation d'un comité de suivi impliquant la DSV, l'INHP et ONE HEALTH pour la finalisation du document de plaidoyer.

Le projet Breakthrough ACTION- GHSA partenaire technique de mise en œuvre avec le financement de L'USAID, a tenu une réunion sous les leadership du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et de la Couverture Universelle (MSHP-CMU), et du ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) à travers respectivement leur structure spécialisée INHP et la DSV. Cette rencontre a enregistré la présence des représentants de LANADA, de l'INHP, de la DSV et de Breakthrough ACTION. Ce comité restreint a travaillé pendant deux jours d'affilée pour s'accorder sur les travaux finalisés cités plus haut. Le chronogramme des prochaines étapes a été établi comme suit :

- Mettre en place un comité de plaideurs, le délai a été pour le mois de mai 2024.
- Tenir une réunion de consolidation de la requête et de la constitution du dossier du plaidoyer toujours dans le mois de mai 2024
- Produire des supports de plaidoyer (plaquette, film argumentaire) dans le mois de juin 2024
- Présenter la situation de la RAGE et le projet du plaidoyer aux messagers dans le mois de juin 2024

Lancement du Groupe de Travail Technique Surveillance et Notifications



Le programme Country Health Information System and Data Use (CHISU) en collaboration avec la plateforme de coordination et la Direction de la Santé Vétérinaire (DSV) a organisé le lancement du Groupe de Travail Technique Surveillance et Notifications des cas, du 6 au 7 Mars 2024 à Grand Bassam. Lors de cet atelier qui a réuni toutes les parties prenantes de la plateforme Une Seule Santé, CHISU a saisi l'opportunité pour mettre en place un circuit de l'information Une Seule Santé, et présenté la feuille de route qu'elle propose, détaillant les étapes pour la mise en œuvre du système d'information Une Seule Santé.

Le projet de mise en place du GTT Surveillance et Notification vient pour créer un cadre d'échange entre les acteurs de la surveillance des maladies dans l'interface homme, animal et environnement afin d'améliorer la mise en œuvre des activités de surveillance et notification définies par le Comité technique de coordination multisectorielle. Étant donné que l'approche appelle à une large collaboration intersectorielle et interdisciplinaire, il est nécessaire d'investir sur la communication et le partage de l'information pour permettre une collaboration réussie et une utilisation optimum des données pour la prise de décision. La première étape est de définir et préciser le modèle de communication et de partage d'information qui va permettre d'établir les bases d'un système d'information consolidé de la Plateforme Une Seule Santé.



Vaincre et limiter la rage par la vaccination et la sensibilisation la FAO s'engage

Au début du premier trimestre de 2024, la Côte d'Ivoire a été confrontée à une résurgence alarmante de la rage, avec des décès humains et une augmentation des cas positifs chez les animaux détectés dans les laboratoires. Cette maladie, transmise de l'animal à l'homme, demeure un défi majeur, surtout dans les zones rurales, où elle affecte principalement les enfants, les plus vulnérables.

Dans le cadre du programme national de lutte contre la rage, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) ont uni leurs efforts pour soutenir une campagne d'urgence de vaccination contre la rage. Cette initiative, menée par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), cible spécifiquement les régions touchées par la maladie.

La campagne, déployée dans plusieurs phases, a débuté du 11 au 16 mars dans le département de Man, puis s'est étendue du 21 au 25 mars dans la sous-préfecture de Fronan, et enfin du 12 au 16 avril dans les sous-préfectures de Yocoboué et Lauzoua, situées dans le département de Guitry.

L'objectif global de cette initiative est de contrôler la propagation de la rage afin de protéger la santé des populations dans ces régions. Plus précisément, la campagne vise à vacciner au moins 70% des carnivores domestiques (chiens, chats et singes) dans les foyers infectieux de la maladie, tout en sensibilisant les populations locales sur les risques et les mesures de prévention.

u-delà de la vaccination des animaux domestiques, la campagne comprend également des activités de sensibilisation communautaire. Ces efforts visent à informer les habitants sur les dangers de la rage et les moyens de s'en prémunir. Cette approche holistique a pu être mise en œuvre grâce à la collaboration des autorités préfectorales, des services de santé ruraux, ainsi que l'implication des chefs traditionnels, des guides religieux et des leaders communautaires.

La Direction des Services Vétérinaires (DSV) et le Centre d'Urgence pour la Lutte contre les Maladies Animales Transfrontalières (ECTAD) de la FAO ont joué un rôle crucial dans la mobilisation des ressources, la formation des professionnels de la santé animale et la mise en œuvre de la campagne de vaccination, orchestrée par les services décentralisés du MIRAH.

Grâce à ces efforts conjoints, 4810 animaux domestiques ont été vaccinés et environ 5000 personnes ont été sensibilisées directement ou via les médias sur les risques associés à la rage.

Cette mobilisation collective témoigne de la détermination de la Côte d'Ivoire à combattre la rage et à protéger la santé de ses citoyens. La lutte contre cette maladie mortelle demeure une priorité absolue pour la FAO ECTAD, qui s'engage à continuer de soutenir les efforts nationaux et régionaux visant à éliminer la rage en Côte d'Ivoire d'ici 2030.

Sensibilisation communautaire sur la COVID19 et les maladies zoonotiques



Dans le cadre du projet « Soutenir les activités de préparation et de réponse de la FAO pour faire face à l'épidémie de nouveau coronavirus mondial (COVID-19) en Côte d'Ivoire » (OSRO/IVC/042/USA) financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a accompagné le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) à travers la Direction des services vétérinaires (DSV) en collaboration avec l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) dans la sensibilisation des communautés sur la surveillance des événements zoo-sanitaires.

Cette action de proximité a été précédée par un atelier du 7 au 9 février 2024 pour la conception d'outils d'information et de sensibilisation sur les mesures pour réduire la propagation de la COVID-19 dans les chaînes de valeur de l'élevage et des produits de la faune sauvage, où l'expertise du Groupe Technique de Travail sur la communication des risques et l'engagement communautaire (GTT CREC) de la Plateforme Une Seule Santé (PIUSS) a été mise à contribution par les initiateurs de l'activité. Les messages et outils développés ont été utilisés pour renforcer ceux existants pour la prévention d'autres zoonoses dans le pays.

Ainsi, du 26 au 29 mars 2024, des équipes conjointes (MIRAH, OIPR, FAO) ont parcouru différentes localités dans les zones de Taï, Man, Bouna et Korhogo afin de rencontrer les autorités préfectorales et administratives, les chefs traditionnels et religieux ainsi que les leaders des communautés, des éleveurs et d'autres acteurs de la société. Ces réunions et échanges foraines dans les villages périphériques, ont permis d'éclairer l'opinion des populations ciblées sur la Covid-19 et d'autres maladies comme la variole du singe, la fièvre charbonneuse, la maladie à virus Ebola, la maladie à virus de Marburg et la rage.

Au terme de cette activité dont l'objectif était de limiter/empêcher la propagation des maladies de la faune sauvage aux populations à travers la sensibilisation des leaders communautaires et des acteurs sociaux sur les risques sanitaires qui y sont associés, ce sont 692 personnes qui ont été sensibilisées. Parmi les messages clés diffusés, il y'avait le fait que « la Covid-19 existe dans le monde animal » et qu'appliquer les mesures barrières et se faire vacciner permettent de briser la chaîne de transmission de la Covid-19.

Immersion des membres de la Plateforme Une Seule Santé CIV au Burkina Faso



Du 25 au 27 janvier 2024, Dr Djéneba Ouattara, coordinatrice de la plateforme une seule santé accompagné d'une collaboratrice s'est rendu au Burkina Faso en vue d'un partage d'expérience avec la plateforme One Health du pays.

À cet effet, elle a pris part à une rencontre de concertation avec les membres désignés des organes de la plateforme nationale de coordination « One Health », qui s'est tenue le vendredi 26 janvier 2024, à Ouagadougou. La cérémonie a été présidée par le ministre de la santé, Dr Robert Kargougou.

Parlant du Burkina Faso, le ministre a souligné que pour éteindre une épidémie comme la dengue, il a fallu travailler avec les ministères en charge de l'environnement et des ressources animales. « Mais il y a encore des gaps. Donc, oui nous avons des acquis mais surtout nous avons des défis que nous devons relever ensemble pour que l'approche

One health soit véritablement une réalité dans notre pays », a rappelé le président du Comité national de pilotage.

En Côte d'Ivoire, tous les organes ont été mis en place. Le Comité de veille est présidé par le Premier ministre. « Nous avons un certain nombre d'années de fonctionnalité. Nous avons pu installer des plateformes départementales à travers tout le pays », a indiqué la coordinatrice du secrétariat de la plateforme, Dr Djéneba Ouattara.

Pour les deux pays le défi majeur est la collaboration multisectorielle entre les acteurs. « Il faut que les équipes puissent travailler au quotidien ensemble afin de briser cette barrière entre les différents ministères pour qu'ensemble on puisse constituer une seule santé pour faire face aux épidémies ».





Plus de 60 champions Une seule santé recrutés à travers l'Afrique

Les champions Une seule santé d'Afrique One-REACH avec leurs superviseurs lors de la réunion annuelle du programme Afrique One-REACH à Arusha en Tanzanie du 1er au 7 février 2024

Le consortium Afrique One du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) est lauréat du programme DELTAS Africa II financé par Science For Africa Foundation, le Wellcome Trust et la coopération britannique pour conduire sa troisième phase de recherches et de renforcement de capacités sur l'approche une seule santé. Dénommée Afrique One-Research Excellence for African Challenges in Health (REACH), cette phase s'étend de 2023 à 2027 avec deux objectifs principaux qui sont :

- 1 Évaluer et combler les principales lacunes en matière de compétences nécessaires à l'opérationnalisation de l'approche « une seule santé » par la formation des futurs leaders africains en matière de recherches scientifiques sur des problèmes complexes de santé ;
- 2 Œuvrer à l'intégration systématique des différentes disciplines scientifiques (sciences biomédicales et vétérinaires, environnementales et sociales), ainsi que des perspectives des décideurs, des praticiens et des communautés dans la recherche de solutions efficaces aux préoccupations et menaces sanitaires.

Après le lancement d'Afrique One-REACH, 61 chercheurs (20 masters, 32 doctorants et 9 postdocs) ont été recrutés dans le cadre d'un appel compétitif à l'échelle continentale. Les chercheurs recrutés viennent d'une quinzaine de pays d'Afrique de l'ouest, du centre et de l'est. Ils bénéficient d'un renforcement de capacités sur l'approche "une seule santé". Leur formation s'articule autour de trois (03) programmes thématiques de formation :

- Les zoonoses émergentes et endémiques ;
- Les maladies tropicales négligées ;
- Les maladies chroniques non transmissibles.

Par ailleurs, deux programmes transversaux s'étendent à l'ensemble des programmes thématiques de formation pour l'élaboration de modèles d'intervention intégrés, pratiques et durables. Ce sont :

- 1.L'action collective pour le changement de comportement ;
- 2.la science des bases de données, les statistiques et la modélisation.



Professeur Bassirou Bonfoh, Directeur d'Afrique One au Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS)

« Nous sommes fiers de soutenir cette génération de chercheurs en début de carrière impliqués dans Afrique One-REACH. Les recherches qu'ils proposent sont importantes et prioritaires pour l'Afrique dans le cadre de la transition épidémiologique liée aux changements socio-écologiques.

Il s'agit notamment du contrôle et de la prévention des zoonoses endémiques et émergentes, des facteurs de risque associés aux maladies non transmissibles émergentes et de l'atténuation des maladies tropicales négligées », affirme Professeur Bassirou Bonfoh, directeur d'Afrique One au CSRS.

SerCom CSRS / Afrique One



Lors de la deuxième réunion annuelle de l'exécutif quadripartite, qui s'est tenue à l'Office des Nations Unies à Nairobi du 29 février au 6 mars 2024, l'OMSA a officiellement assumé son rôle de prochaine présidence du Secrétariat quadripartite, renforçant ainsi son engagement dans la lutte contre les maladies animales zoonotiques telles que la rage ou les maladies à transmission vectorielle par le biais d'une approche holistique.

“ Nous sommes prêts à aller de l'avant avec nos priorités stratégiques axées sur la mise en œuvre du plan d'action conjoint “Une seule santé”, la mobilisation des ressources, le renforcement des capacités, l'engagement dans les forums politiques et la gouvernance Une seule santé, et l'action contre d'importantes zoonoses négligées. ”

a souligné Dr Monique Eloit, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).

Le leadership de l'Organisation mondiale de la santé animale se fonde principalement sur son engagement indéfectible dans la lutte contre la rage, une maladie évitable mais mortelle qui continue de menacer les communautés vulnérables à travers le monde. Globalement, en se concentrant sur les priorités stratégiques établies pour son mandat, l'organisation aspire à mettre en place des initiatives efficaces qui résonnent à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

Mise en œuvre du plan d'action conjoint "Une seule santé" (OH JPA – One Health Joint Plan of Actions) au niveau national

Grâce à la mobilisation des ressources, aux mécanismes de coordination régionale, à l'intégration des outils opérationnels existants, ainsi qu'aux activités de communication et de plaidoyer, l'OMSA donnera la priorité à la mise en œuvre du plan d'action conjoint "Une seule santé" dans certains pays, en soulignant le rôle essentiel du secteur de la santé animale dans la préservation de la santé de tous.

Cadre de suivi et d'évaluation de l'OH JPA

La Quadripartite élaborera un cadre de suivi et d'évaluation assorti d'objectifs et d'indicateurs pertinents pour faciliter l'établissement de rapports sur les progrès de l'OH JPA ainsi que sur son plaidoyer global au cours des cinq

premières années.

Création d'un groupe de travail sur la coordination de l'apprentissage « Une seule santé »

En mettant l'accent sur le renforcement de la capacité de collaboration de « Une seule santé », l'OMSA soutiendra la création d'un groupe de travail sur la coordination de l'apprentissage de « Une seule santé ». En donnant accès aux ressources et en encourageant l'apprentissage tout au long de la vie pour le personnel de « Une seule santé », l'OMSA vise à renforcer les capacités et à stimuler l'innovation dans les efforts de « Une seule santé ».

"Une seule santé" dans l'agenda politique mondial

L'OMSA et ses partenaires quadripartites s'efforceront de faire en sorte que les principes de « Une seule santé » soient intégrés dans les discussions et les accords politiques mondiaux. Il s'agira notamment de plaider en faveur de l'inclusion d'une seule santé dans les négociations de l'accord sur la pandémie, d'assurer la coordination avec les principales parties prenantes et d'organiser des séances d'information à l'intention des pays sur les questions relatives à une seule santé. En outre, la Quadripartite s'engagera activement dans des forums politiques tels que le G20 et le G7 afin de sensibiliser et de mobiliser le soutien en faveur de mécanismes de gouvernance globaux

pour une seule santé, en encourageant la collaboration intersectorielle pour faire face efficacement aux futures urgences sanitaires.

Action « Une seule santé » contre les zoonoses : la rage comme modèle

L'OMSA encouragera les efforts visant à contrôler et à éliminer les zoonoses endémiques, les maladies tropicales négligées et les maladies à transmission vectorielle, en mettant particulièrement l'accent sur l'élimination des décès humains dus à la rage transmise par les chiens. S'appuyant sur le plan stratégique « Zero by 30 » élaboré par la FAO, l'OMS et l'OMSA, les activités de l'OH JPA sur la rage mettront en œuvre l'approche « Une seule santé » dans les pays où le fardeau de la rage est le plus lourd.

Il s'agit notamment de promouvoir l'élaboration de plans de contrôle nationaux tout en tenant compte de la surveillance de la faune sauvage, de faciliter l'accès à la banque de vaccins de l'OMSA pour la vaccination des chiens (chiens de berger en contact avec la faune sauvage et chiens errants) et d'encourager la communication entre les parties prenantes et les communautés.

Source: OMSA





Prévention des pandémies : les pays membres de l'OMS n'ont pas réussi à conclure un accord international

Source: AFP

Après deux ans de discussions ardues, les pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'ont pas réussi à conclure, jeudi 28 mars, un accord international visant à mieux préparer le monde à une future pandémie. Le neuvième et dernier cycle de négociations s'était ouvert le 18 mars et s'est achevé jeudi sans texte définitif. Les négociations reprendront en mai.

« Vous n'êtes pas loin de conclure un accord », a pourtant affirmé le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, alors que les discussions s'achevaient au siège de l'organisation à Genève. « Je garde toujours espoir et j'espère que vous y arriverez », a-t-il déclaré, rappelant qu'un « accord est un instrument qui sauve des vies, et non un simple morceau de papier ». Il a exhorté les nations à se remettre au travail pour parvenir à un accord final d'ici à la fin du mois de mai.

Importants points de friction

Les 194 pays réunis au sein de l'OMS ont décidé d'élaborer un texte contraignant pour éviter de répéter les erreurs mortelles et coûteuses commises lors de la catastrophique gestion de l'épidémie de Covid-19, qui a révélé à quel point le monde était mal préparé à affronter une crise de cette ampleur.

Les discussions ont débuté en février 2022, les pays s'étant donné pour objectif d'adopter formellement le texte lors de la prochaine Assemblée mondiale de la santé, qui s'ouvre le 27 mai à Genève. Mais après deux années et les traumatismes de la pandémie qui s'estompent déjà, d'importants points de friction subsistent, le projet d'accord restant truffé de formulations provisoires entre crochets, signalant les alternatives possibles.

Les discussions sont d'autant plus difficiles que les membres de l'OMS ont pour habitude de conclure des accords par consensus, en trouvant des terrains d'entente, une procédure qui prend habituellement de nombreuses années. L'espoir de trouver un accord n'est toutefois pas complètement

mort, et les pays doivent décider s'ils s'accordent des jours supplémentaires de négociations, du 29 avril au 10 mai.

Le bureau de l'organe intergouvernemental de négociation, qui conduit les pourparlers, rédigera un nouveau projet de texte au plus tard le 18 avril et s'efforcera de finaliser les discussions d'ici au 5 mai. Le projet actuel est passé de 30 pages à près de 100 pages, avec des propositions d'amendements. Certains participants souhaitent que le bureau réduise à 20 pages.

Prévention, surveillance et financement

es principaux sujets encore en discussion sont notamment l'accès aux agents pathogènes émergents, une meilleure prévention et une meilleure surveillance des épidémies, un financement fiable et le transfert de technologie vers les pays les plus pauvres.

Les pays européens veulent que davantage d'argent soit investi dans la prévention, tandis que les pays africains – laissés au bord de la route pendant le Covid – veulent le savoir-faire et les financements mais aussi un accès adéquat aux tests, aux vaccins et autres traitements. Les Etats-Unis, eux, veulent une garantie de transparence et un partage rapide des données sur toute irruption d'une maladie inconnue.

Le nationalisme et l'égoïsme vaccinal, le manque d'équipements de protection, l'exposition et l'épuisement des professionnels de santé et les dons de stocks de sérums quasi périmés par les pays riches aux pays pauvres, sous couvert de solidarité, ne sont que quelques-uns des nombreux dysfonctionnements révélés par la dernière pandémie.

De l'avis des spécialistes, la Chine a également trop tardé, en décembre 2019, à partager les informations sur le Covid-19 et très vite il a été trop tard.

Source : Le Monde avec AFP



Plus de 1200 tonnes de poissons morts retrouvés à Biétry: Le CIAPOL pointe du doigt la pollution organique

Le lundi 4 mars 2024, une vidéo rendue virale sur les réseaux sociaux une quantité importante de poissons morts sur la lagune Ebrié, précisément dans la baie de Biétry, à proximité du village Abia-Koumassi de Biétry à Abidjan. Après notification de l'événement par la Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires (DGAMP), une mission d'investigation conjointe a été menée le mardi 05 mars 2024 par les ministres, des Ressources Animales et Halieutiques et de l'Environnement et du développement durable et de la Transition écologique. Ils avaient à leurs côtés des structures comme le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL), la Direction des Services Vétérinaires (DSV), CRO, INHP, Direction de la Pêche, Eaux et forêt etc.



Les objectifs de cette mission étaient d'assainir le plan d'eau par le ramassage des poissons morts et effectuer des prélèvements d'échantillons d'eau, poissons et sédiments pour analyse au laboratoire. Les espèces de poissons les plus touchées sont majoritairement des Tilapias et minoritairement des Carpes.

Initialement, les communautés vivant près de la zone ont été informées des dangers liés à la manipulation, la vente et la consommation des poissons suspects. Ensuite, des mesures ont été prises pour sécuriser le site, incluant l'interdiction de toute activité de pêche dans la zone lagunaire allant du quartier ancien Koumassi jusqu'à la Société ivoirienne de raffinage (SIR).

Alerte à la pollution organique

Selon les déclarations du Professeur Yapo Ossey Bernard, Directeur général du Centre ivoirien antipollution (CIAPOL), lors d'une conférence de presse le mardi 12 mars 2024, cette tragédie est attribuée à une pollution organique de la lagune Ebrié. Cette conclusion, fait suite à une analyse des échantillonnages de poissons, d'eau, de sédiments et de végétaux en vue de déterminer les causes du phénomène.

En effet, les analyses ont démontré que l'Oxygène dissout du milieu impacté était inférieur à 1 mg/L, ce qui reste largement en dessous de la norme de 4 mg/L pour une eau de surface de qualité moyenne. Cette situation a créé un état d'hypoxie ou manque d'apport en oxygène au niveau des tissus de l'organisme du milieu. Les analyses ont confirmé une présence excessive de matières organiques issues des apports continentaux (eaux usées, déchets ménagers et industriels) à la suite des événements pluvieux.

Également, une contamination par divers microorganismes (Coliformes Totaux, Coliformes Fécaux, Pseudomonas, Clostridium), indicateurs de pollution fécale provenant des déchets animaux et des rejets d'eaux usées domestiques insuffisamment traitées, a été constatée.



Cette contamination a favorisé une augmentation de l'activité bactérienne en raison de la présence abondante de matière organique, entraînant une consommation accrue d'oxygène dans l'environnement. Ces phénomènes ont conduit le CIAPOL à conclure à une anoxie chez les poissons Tilapia et Carpe, des espèces particulièrement exigeantes en oxygène.

Le Professeur Yapo Bernard a expliqué qu'à la suite de ce constat établi le 4 mars dernier, des opérations ont été entreprises par le CIAPOL en collaboration avec tous les partenaires et structures étatiques afin de rétablir la situation. À la suite de ces interventions, une quantité de 2,600 tonnes, représentant 96% des poissons morts, a été collectée et éliminée. À l'heure actuelle, une quasi-disparition des poissons morts flottant à la surface de l'eau est observée, a affirmé le Directeur général du CIAPOL.

Recommandations pour la prévention de la pollution de la lagune Ébrié : le ministre appelle à un comportement éco-citoyen

Plusieurs recommandations visant à éviter la récurrence de tels événements ont été formulées : renforcer la veille environnementale sur les plans d'eau. Celles-ci incluent, la mise en œuvre des stratégies et techniques durables pour la dépollution de la lagune Ébrié, le renforcement de la surveillance maritime et côtière par des patrouilles régulières via divers moyens pour une détection rapide des pollutions, l'amélioration des infrastructures d'assainissement.

Lors de cette conférence, le ministre de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition écologique, Assahoré Konan Jacques, a profité de l'occasion pour sensibiliser les populations à adopter un comportement éco-citoyen. Il a souligné que les caniveaux ne doivent pas être utilisés comme des dépotoirs et a rappelé que la lutte contre la pollution est une responsabilité collective.





10

Mans

on
de la Santé

PNISM
Programme National
de Santé Maternelle

MEDIC
SANS F



Dr Djeneba OUATTARA

Chaque femme mérite d'avoir une place à la table où les décisions qui façonnent notre avenir sont prises. Les femmes politiques sont souvent porteuses de questions cruciales telles que l'égalité des genres, les droits reproductifs, l'éducation des filles et bien d'autres encore, qui sont souvent négligées ou minimisées en leur absence. En ma qualité de conseillère en santé, je travaille chaque jour à l'amélioration des soins de santé des femmes.

Mme FADIGA Haïda

En cette journée des droits des femmes, rappelons-nous que la santé des femmes est un pilier essentiel de notre société. Je célèbre les femmes politiques engagées dans le domaine de la santé, qui travaillent sans relâche pour des politiques et des programmes visant à améliorer la vie de chacun.



Dr Sita SAVANÉ

En tant que médecin chercheuse en santé publique, je suis résolument engagée pour relever les défis de la sécurité sanitaire mondiale.

Prof Nathalie GUESSENND

Concilier sa vie de couple, de mère au foyer et de chercheur n'a pas toujours été de tout repos. Nombreux sont les défis à relever pour atteindre ce parcours inspirant. « Les voyages d'études m'éloignaient régulièrement de ma famille, sans compter les longues nuits au laboratoire. Il fallait trouver un équilibre entre les deux amours. Il y a eu beaucoup de difficultés, qui ont finalement donné, de beaux résultats. Brisons les stéréotypes sur les filles et la science ».



Anne YAO

Ma passion pour la santé m'a amenée à travailler dans les communautés les plus marginalisées. Je suis témoin de la force et de la résilience des femmes face à l'adversité, et je suis déterminée à faire progresser l'équité en santé.

Touré Hamidou Epse ADECHOUBOU, RAMATOU

En tant qu'épidémiologiste, je m'engage à promouvoir la santé publique avec compassion et rigueur, montrant que les femmes ont un rôle crucial à jouer dans la résolution des défis mondiaux.





Dr Monique KOUASSI

La santé est un droit humain fondamental, et en tant que femmes de la santé, nous sommes des gardiennes de cette vérité. Ensemble, nous sommes invincibles dans notre quête pour un monde plus juste et en meilleure santé pour tous. Faisons du One health une habitude.



Jeanne BROU

De la recherche à la communication, en passant par l'épidémiologie et la médecine, les femmes du GHSA font la différence chaque jour. Je suis femme, consciente de ma valeur et de l'impact que je peux avoir dans la société



Carine DONGO

Brisons les barrières, déjouons les stéréotypes : Inspirons les nouvelles générations de femmes à être des modèles de leadership dans leurs différents domaines



Silué YASSOUNGO

Dans un monde où la connaissance est le pouvoir, je suis fière de faire avancer la science en tant que femme, prouvant que nos origines encore moins le genre ne détermine pas les limites de notre intellect.



Regina KOKO

Aujourd'hui, nous célébrons les femmes du GHSA qui travaillent sans relâche pour renforcer les systèmes de santé mondiaux et rendre le monde plus sûr pour tous. Que chaque pas que nous faisons dans le domaine de la santé soit un pas de plus vers l'égalité des sexes et la justice sociale pour tous.



Rose KOUASSI

Chaque mesure de sécurité alimentaire que nous prenons est un pas de plus vers un avenir où chacun peut se nourrir en toute confiance. En tant que femme dans ce domaine, je m'engage à faire de cette vision une réalité.

Evénements à venir.

18-21 juin 2024 - CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE MONDIALE 2024

Sydney, Australie. "La mission de la conférence sur la sécurité sanitaire mondiale est de fournir un forum où les dirigeants, les chercheurs, les décideurs et les représentants des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile et de l'industrie privée du monde entier peuvent s'engager les uns avec les autres, examiner les dernières recherches et innovations politiques, et convenir de solutions pour rendre le monde plus sûr et plus sain." Cette conférence réunira des praticiens, des chercheurs, des éducateurs, des représentants et des décideurs dans les domaines de la santé publique, de la médecine, des sciences vétérinaires, de l'agriculture, du gouvernement, de la défense, des relations internationales, de la sociologie et de l'anthropologie, afin d'examiner les progrès réalisés à ce jour dans le renforcement des systèmes de santé et d'identifier les lacunes et les possibilités d'améliorer la capacité de la communauté internationale à répondre de manière plus efficace aux futures crises sanitaires. L'inscription et l'appel à résumés sont désormais ouverts. <https://tinyurl.com/wudzkbka>

20 - 23 septembre 2024 - 8^{ème} Congrès Mondial de la Santé One à Cape Town

La communauté mondiale One Health organise le 8^{ème} Congrès mondial One Health au Cap Prévu sur quatre jours, il permettra de discuter des défis majeurs de One Health, ainsi que de partager des données de recherche et des évolutions politiques. Surtout, ce sera une excellente occasion d'examiner la science et la politique mondiales « One Health » à travers une lentille africaine. Grâce à un appel ouvert à résumés, les travaux remarquables d'éminents scientifiques et leaders d'opinion seront diffusés lors du plus grand forum mondial dédié à l'avancement du programme et de la communauté One Health.

Il rassemblera les parties prenantes de One Health, des chercheurs scientifiques, des décideurs politiques, des représentants d'institutions internationales, de la société civile au secteur privé du monde entier.

Opportunités

Lancement d'une banque de conférenciers One Health

Êtes-vous enclin à parler publiquement de One Health ? Est-ce quelque chose que vous aimeriez faire ou que vous faites déjà ?

La Commission One Health invite les leaders One Health du monde entier qui souhaitent et peuvent s'exprimer publiquement sur One Health et des sujets liés à One Health à faire partie d'une banque mondiale de conférenciers One Health en libre accès. Cette initiative a pour but d'aider les personnes à la recherche d'orateurs pour leurs événements (conférences, cours académiques, entretiens, événements étudiants, orateurs invités, etc.) à se mettre en réseau et à identifier plus facilement les orateurs potentiels. Les professionnels de toutes disciplines, de tous horizons, de tous lieux, de tous niveaux de formation et de tous stades de carrière sont invités à se présenter en tant qu'orateurs "Une seule santé". Les orateurs potentiels sont invités à soumettre leur nom, leurs coordonnées, une brève biographie, un curriculum vitae et à énumérer les domaines et les sujets liés à One Health sur lesquels ils sont qualifiés et prêts à s'exprimer. Les préférences linguistiques peuvent être indiquées. Soumettez votre candidature en tant qu'orateur potentiel pour One Health.

Équipes.

Directrice de publication : Dr Djeneba Ouattara

Rédacteur en chef : Paule Ursule Koffi

Comité de rédaction : Jeanne Brou, Dr Silué Yassoungo, Carine Dongo, SerCom CSRS, Coralie Ngbichi

Comité de rélecture : Séka Marie, Dr Savané, Dr Abdoulaye Ouattara

Remerciements aux Partenaires.



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



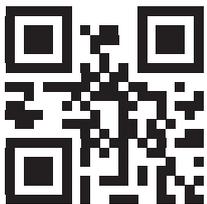
USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



STOP Spillover



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



Tel: + 225 01 41 99 82 82

Email: uneseulesanteci@gmail.com

📍 PRIMATURE, Boulevard Angoulvant Abidjan - Plateau

📱 @plussci | 🐦 @plussciv | 📺 @plateformeuneseulesantecot738